



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
PIC de
Lille

le 2 avril 2024

QUAND LE GOUVERNEMENT CRIE HARO SUR LES CHÔMEURS

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les famineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

Les petites victoires qui font du bien

Sur la dernière fiche de paie, nous avons été un certain nombre à constater que **La Poste n'avait pas retiré les dimanches ou jours de repos qui tombaient après une journée de grève**. Après presque deux ans à appliquer l'arrêt Omont, malgré des jugements systématiquement perdus aux prud'hommes, La Poste semble faire marche arrière après le jugement qu'elle a perdu à Bordeaux, cette fois au tribunal judiciaire. Il va nous falloir rester vigilants car nous savons à quel point les lois et les décisions de justice ne comptent pas beaucoup aux yeux des dirigeants de La Poste.

Un bug dans le logiciel

Dans les services de remises et collectes, les tournées de Lille PDC sont fusionnées cette semaine avec celles du cedex 9 et du concentrateur à la PIC. Pour faire ces fusions, la PIC a utilisé un logiciel, espérant sans doute réaliser des gains de productivité en supprimant des tournées pour en surcharger d'autres. Mais le logiciel, qui semble plus artificiel qu'intelligent, sort des BI bien souvent incohérents et qui produisent une belle pagaille. A force de vouloir réorganiser sans demander l'avis des premiers concernés, la direction se prend elle-même les pieds dans le tapis.

Des nouveaux collègues, des nouvelles forces dans la lutte

Avec cette réorganisation, les services remises et collectes vont grossir à la PIC et représenter plusieurs dizaines de collègues en plus. Chacun de notre côté, nous avons pu faire des débrayages ces derniers mois contre les réorganisations et les salaires de misère. Maintenant que nous sommes réunis, nous allons pouvoir lutter ensemble et être plus forts dans nos prochains combats !

« Vous plaignez pas, vous allez avoir du travail »

Malgré la baisse du courrier, les activités de logistique se multiplient à la PIC. **Nous bossons notamment pour Jules, 20 minutes, Midas, Norauto et maintenant Pimkie, Devianne et Promod en après-midi**. L'encadrement nous répète en chœur que c'est une bonne nouvelle et qu'on devrait être content d'avoir du travail. Mais comment parler de bonne nouvelle quand derrière les salaires sont toujours aussi misérables et qu'il faut courir d'un chantier à l'autre pour assurer les activités. La seule bonne nouvelle pour nous, ça serait de pouvoir vivre correctement de notre salaire et d'avoir assez d'embauches pour ne plus être éreinté après une journée de travail.

Débrayages à la PIC de Tours

Tout au long de la semaine dernière, les collègues de la PIC de Sorigny, près de Tours, ont débrayé contre les mauvaises conditions de travail et le management autoritaire de la boîte. Ils dénoncent aussi le fait qu'un tiers de l'effectif soit en contrat précaire. En tout, ce sont plus d'une quarantaine de collègues qui ont pris part à ces débrayages. Nous leur envoyons tout notre soutien !

Honte de rien

Le versement de la prime UAP, d'environ 150 euros, est soumise à des critères collectifs, notamment le taux d'accidents du travail sur le site. La direction, qui n'a honte de rien, nous explique ainsi que c'est à cause de nos collègues accidentés si nous ne touchons pas la prime. Ce n'est pourtant pas nous, accidentés ou pas, qui avons le pouvoir de la verser...

« On a le blues, on veut du flouze »

La semaine dernière, plus de 3000 salariés des magasins et entrepôts Auchan ont fait grève pour réclamer 5 % d'augmentation de salaire. Alors que la famille Mulliez, riche à milliards, ne leur propose que 1,3 %. **A La Poste, à Auchan, et partout ailleurs, la lutte pour l'augmentation des salaires continue !**

Silence, on cogne !

Suite au terrible attentat de Moscou, qui a fait 133 morts, le régime de Poutine se prétend le meilleur protecteur de la population russe. Notamment en usant de méthodes de répression très violentes contre les personnes suspectées de terrorisme et arrêtées en les passant à tabac.

Poutine utilise ces mêmes méthodes contre sa propre population, traquant et enfermant les manifestants contre la guerre, des militants ou des opposants politiques. Il fait peser une chape de plomb sur toute la société, le but étant de mater les révoltes sociales comme il l'a fait contre les travailleurs en grève au Kazakhstan. Poutine se prétend l'ennemi de l'impérialisme américain, ou de Macron auxquels il serrait la pogne encore hier. **Chacun à leur manière, tous ces dirigeants défendent les intérêts des riches et de leurs capitalistes locaux, pas ceux des travailleurs.**

Reconnaissance du massacre des Algériens du 17 octobre 1961 : mieux vaut tard

L'Assemblée nationale a approuvé une proposition de résolution qui « condamne la répression sanglante et meurtrière des Algériens commise sous l'autorité du préfet de police Maurice Papon le 17 octobre 1961 », au cours de laquelle entre 300 et 400 manifestants pacifiques sont morts, certains matraqués puis jetés dans la Seine. Ces victimes faisaient partie des centaines de milliers d'Algériens exécutés par l'impérialisme français en Algérie et en Métropole entre 1954 et 1962. Il aura fallu 63 ans pour que soit enfin reconnu cette boucherie, niée pendant des décennies par les autorités. Et encore s'agit-il d'une reconnaissance a-minima, du bout des lèvres pourrait-on dire, qui n'a été votée que par 67 députés contre 11 au sein d'une Assemblée nationale aux bancs clairsemés. Pas étonnant que le gouvernement soit timide sur cette question, à l'heure où il soutient la politique coloniale de l'État d'Israël et continue d'imposer sa domination en Afrique.

Lille : deux militants CGT au tribunal pour crime de solidarité avec les Palestiniens

Le secrétaire général et l'assistance administrative de l'union départementale CGT du Nord ont comparu devant le tribunal correctionnel de Lille pour « apologie du terrorisme ». En octobre dernier, dans la foulée de l'attaque du Hamas en Israël et aux premiers jours des bombardements de Tsahal sur Gaza, l'union départementale avait publié un tract de soutien à la cause palestinienne dans sa lutte « contre l'État colonial d'Israël » et estimait que les massacres commis par le Hamas le 7 octobre avaient pour toile de fond « les horreurs de l'occupation illégale (qui) se sont accumulées » en Palestine depuis 75 ans. La police, puis la justice, ont considéré que « le tract avait une forme d'apologie du terrorisme et d'appel à la haine ». D'où les poursuites engagées qui se placent dans la droite ligne de la politique de criminalisation des pouvoirs publics contre toutes celles et ceux qui soutiennent les Palestiniens. Solidarité avec Jean-Paul, un militant ouvrier qui défend ses convictions politiques.